

LES SOURCES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES DU TRAVAILLISME : L'EXCEPTION BRITANNIQUE ?

Le Parti travailliste britannique naît avec le XX^e siècle. Il voit le jour sous l'impulsion du mouvement syndical qui cherche à promouvoir une représentation politique propre de la classe ouvrière au parlement. La création du Comité de représentation des travailleurs (*Labour Representation Committee*) en 1900, qui prendra le nom de Parti travailliste (*Labour Party*) en 1906, résulte d'un ensemble de facteurs qui ont marqué l'évolution économique, politique et sociale de la Grande-Bretagne au cours du XIX^e siècle. Un faisceau complexe d'événements, nationaux et internationaux, et d'influences idéologiques diverses conduit à la création d'une organisation politique représentant spécifiquement les ouvriers à ses débuts mais qui va se transformer, au cours de la première moitié du XX^e siècle, en parti politique de premier plan, capable de rassembler une majorité de Britanniques, au-delà de la classe ouvrière.

I. Révolution industrielle et démocratisation

La « révolution industrielle » affecte l'ensemble de la société britannique au XX^e siècle. Les progrès technologiques, la croissance de l'industrie et de structures financières nationales, le développement de moyens de communication rapides, l'urbanisation accélérée de la population, l'ouverture de nouveaux marchés, notamment grâce à l'entreprise impériale, entraînent de profondes transformations. L'influence internationale de la Grande-Bretagne se manifeste en termes économiques et politiques tant par l'ampleur de son empire

« sur lequel le soleil ne se couche jamais » que par sa puissance maritime et commerciale. Les nouvelles activités industrielles requièrent à la fois une forte concentration de capital et une main-d'œuvre qualifiée. De nouvelles catégories socio-économiques jouent un rôle majeur dans le développement du pays et exercent une influence croissante sur la culture et les valeurs dominantes de l'ère dite « victorienne » : bourgeoisie d'affaires, capitaines d'industrie, banquiers, professions libérales. Au milieu du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne est la première puissance économique du monde, la stabilité de son système politique est admirée, les élites britanniques semblent sûres d'elles-mêmes et de leurs valeurs. Cependant, la prospérité économique est loin d'être partagée équitablement et une large part de la population, bien que contribuant par son travail à la richesse nationale, n'en reçoit guère les fruits. Un nombre croissant de responsables politiques et d'intellectuels prennent conscience de la gravité de « la condition de l'Angleterre », que cette prise de conscience soit motivée par leur sens moral, leur croyance religieuse ou la peur de voir se développer une situation révolutionnaire. Les exemples sont nombreux qui témoignent de ce débat sur la nécessité de pallier les conséquences sociales les plus néfastes de l'évolution économique : condamnation de la misère dans les romans de Charles Dickens, critique d'une société divisée par le Premier ministre conservateur, Benjamin Disraeli, dans *Sybil or the Two Nations* (1845) ou nombreux rapports parlementaires sur les conditions de vie et de travail des ouvriers, des femmes et des enfants en particulier.

La reconnaissance des droits civiques devient l'un des enjeux majeurs du débat public. La marche vers la citoyenneté de la classe ouvrière est marquée par de nombreuses luttes, parfois violentes, et par maints espoirs et revers : frustration des plus pauvres face à la timidité des réformes sociales, répression fréquente par l'armée et la police, échec du mouvement chartiste qui exige notamment le suffrage universel des hommes adultes, l'octroi d'une indemnité parlementaire, l'élection annuelle du Parlement. Malgré les manifestations et les pétitions massives organisées entre 1838 et 1848, les Chartistes se battent en vain ; mais même en l'absence de résultats concrets à court terme la mobilisation populaire qu'ils suscitent

contribue à affirmer l'importance nouvelle de la classe ouvrière. Peu à peu s'opère une lente démocratisation du système politique qui se manifeste tout d'abord par un élargissement accru du droit de vote (lois de 1867 et 1884). Le suffrage universel sera finalement accordé aux hommes britanniques et aux femmes âgées d'au moins 30 ans en 1918 (elles obtiendront les mêmes droits civiques que les hommes en 1928). La participation de la classe ouvrière au processus électoral, en dépit des réticences des cercles politiques les plus conservateurs, semble un fait acquis à l'aube du XX^e siècle. Par ailleurs, des groupements politiques jusqu'alors peu organisés (*Tories* et *Whigs*) se structurent en véritables partis politiques.

II. Essor du mouvement syndical et soutien ouvrier au Parti libéral

La légalisation des syndicats est une étape essentielle de la construction, à l'échelle nationale, d'une identité ouvrière spécifique. Les lois interdisant les associations d'ouvriers sont abrogées (1824), le statut légal des syndicats est reconnu (1871), de nouveaux droits sont accordés aux syndicats et aux salariés, comme celui de mettre en place des piquets de grève pacifiques (1875). Alors qu'au milieu du XIX^e siècle la croissance économique s'accélère et l'industrialisation se diversifie, une différenciation se fait entre les ouvriers les plus qualifiés, sorte d'« aristocratie ouvrière » indispensable à la bonne marche de l'entreprise, et ceux sans qualification. Les premiers jouent un rôle majeur dans la création de structures syndicales d'envergure nationale. Après des années marquées par l'agitation populaire liée au Chartisme, les syndicats adoptent une démarche pragmatique visant à améliorer le système plutôt qu'à le bouleverser et recherchent le soutien des grands partis, le plus souvent celui du Parti libéral. La création de la Confédération des syndicats britanniques, *Trade Union Council* (TUC), en 1867 à Manchester marque le début de la nationalisation du mouvement syndical, opérant jusque-là essentiellement au niveau local ou régional. Ne participent à la première réunion du TUC que 34 délégués ; mais ils déclarent leur volonté de s'organiser au niveau national et de défendre les intérêts de la classe ouvrière auprès du Parlement. Alors que dans les années

1860 aucun parti politique ne représente spécifiquement les classes laborieuses, le TUC porte leurs revendications au sein du système politique. Jusqu'à dans les années 1890 la confédération syndicale se tourne vers le Parti libéral pour défendre les intérêts ouvriers. Dès 1867, les libéraux ont cherché à attirer les ouvriers ayant récemment obtenu le droit de vote. Ils acceptent que quelques circonscriptions soient réservées à des représentants de la classe ouvrière. La Ligue pour la Représentation des travailleurs, créée en 1869 à l'initiative du TUC, a pour but d'encourager les ouvriers à voter et à se présenter aux élections législatives, et contribue à l'élection de députés dits *Lib-Lab*, c'est-à-dire d'origine ouvrière et représentant des circonscriptions essentiellement ouvrières mais soutenus par le Parti libéral. En 1874, la Ligue soutient une dizaine de candidats dont deux, syndicalistes et mineurs, sont élus.

Au tournant du siècle, un certain nombre d'incertitudes économiques et politiques se manifestent qui témoignent d'une diminution du rayonnement international de la Grande-Bretagne, dont l'hégémonie commerciale est menacée par ses concurrents européens et américains et la stature impériale mise à mal par la peu glorieuse guerre des Boers (1899-1902). La relative paix sociale qui a prévalu pendant la majeure partie du règne de la reine Victoria est maintenant troublée par les tentatives des employeurs d'augmenter la productivité ou de baisser les salaires pour maintenir leurs marges bénéficiaires, ce qui pousse les ouvriers à se syndiquer : il est généralement admis, malgré la difficulté d'une telle évaluation, qu'environ 10 % des salariés sont syndiqués en 1880, 13 % en 1900 et 25 % en 1914. Les nouveaux syndicats des années 1880 se différencient de leurs prédécesseurs par leur composition socioprofessionnelle et leur activisme : ils s'adressent à des salariés moins qualifiés et ils ont tendance à être plus militants. Ils cherchent à représenter l'ensemble de la classe ouvrière et non plus seulement certaines catégories. Sont créés à cette époque des syndicats généralistes qui défendent des salariés très divers comme les marins, les dockers, les ouvriers agricoles, les confectionneuses d'allumettes des quartiers populaires de l'East End de Londres, les conducteurs de tramway, etc. Des syndicats plus anciens fusionnent ou s'organisent nationalement

comme les syndicats de mineurs, d'électriciens ou d'employés. Une vague de grèves dures, parfois réprimées violemment, et de *lockouts* patronaux marque les dernières décennies du siècle : par exemple, grève des dockers (1889), des ouvriers du textile dans le Yorkshire (1891) et dans le Lancashire (1892), conflit dans les charbonnages lors duquel deux mineurs sont tués à Featherstone (1893). Quelques années plus tard, l'échec des grèves organisées par le syndicat des techniciens (ASE) en 1897 et par les mineurs en 1898, ainsi que la détérioration générale du climat social, conduisent les représentants de la classe ouvrière à s'éloigner du Parti libéral et à s'organiser de manière autonome.

III. L'identité polymorphe du Parti travailliste, conséquence de son acte de naissance

Le Parti travailliste se différencie de la plupart des partis progressistes européens par sa proximité politique et structurelle avec le mouvement syndical et par l'absence initiale d'une forte cohérence idéologique. Lorsque l'on tente de cerner l'idéologie qui sous-tend son action politique, on se réfère souvent à l'article 4 des statuts du parti adoptés en 1918 qui définit apparemment son caractère « socialiste » et son programme tendant à « la nationalisation des moyens de production, de distribution ». Mais cette caractérisation doit être relativisée. En effet, il convient de mettre ces principes collectivistes en perspective et de souligner l'approche réformiste et éthique des travaillistes pour comprendre la nature complexe d'un parti créé comme l'aile politique du mouvement syndical, son nom même symbolisant sa nature originelle : « le parti du travail ». De ce fait, dès ses débuts, le Parti travailliste est un parti ouvert où l'on trouve des tendances et des types d'organisations divers puisqu'il est formé grâce à la collaboration de syndicats, d'associations socialistes, de coopératives ouvrières et de clubs de réflexion ; son organisation fédérale, basée sur des adhésions collectives, témoignant de cette structure indirecte. Les adhérents individuels ne sont admis qu'à partir de 1918. En raison de cette multiplicité d'influences et d'activités, le Parti travailliste peut accueillir des minorités actives en son sein. L'absence de dogmatisme idéologique lors de la création

du parti facilitera une approche pragmatique de l'action politique lorsque les travaillistes exerceront le pouvoir. La spécificité du travaillisme britannique résulte d'un faisceau d'influences, souvent convergentes et complémentaires mais parfois, aussi, divergentes. En simplifiant, on pourrait discerner trois types d'influence au cours des premières décennies de l'existence du parti : le « travaillisme » au sens strict du terme c'est-à-dire l'engagement syndical en matière politique visant à promouvoir les intérêts de la classe ouvrière ; le socialisme dit « éthique » qui rassemble au fil du temps les utopistes de la fin du XIX^e siècle et les réformateurs chrétiens du XX^e siècle dans un même élan idéaliste ; et le « socialisme d'État » initialement développé par les Fabiens puis reformulé par les penseurs de l'entre-deux-guerres. Il est évident que ces catégorisations ne sont pas hermétiques et que l'on trouve chez un même individu, ou au sein d'un même groupe, un mélange d'influences. C'est en fait cette espèce de syncrétisme idéologique qui caractérise véritablement le Parti travailliste.

Quel est le facteur commun à toutes les tendances qui forment le Parti travailliste ? Quel est l'élément qui permet d'unir des groupes aussi différents que des syndicats, des organisations politiques professant une idéologie socialiste radicale ou inspirés par la morale chrétienne, des progressistes d'horizons divers ? Une simple alliance stratégique ou tactique n'aurait sans doute pas permis au Comité de représentation des travailleurs, formé en 1900 par quelques syndicalistes et militants socialistes, de devenir un véritable parti politique, puis de se renforcer au cours du XX^e siècle. Le facteur d'unité semble être un accord général sur quelques principes de base qui fondent les objectifs et la démarche du mouvement. Ce consensus large repose sur un but — une plus grande égalité entre les citoyens britanniques —, se traduisant par l'amélioration des conditions de vie et de travail du plus grand nombre, et une méthode — la démocratie parlementaire. Dans la mesure où les travaillistes sont unis sur ces deux points, ils peuvent avoir des vues divergentes sur bien des aspects de la transformation politique de leur pays, sur le type de société idéale dont ils rêvent, sur la nature et le degré de « socialisme » à introduire en Grande-Bretagne. Ils sont finalement d'ac-

cord sur l'acceptation de leurs différences. On pourrait sans doute affirmer que les travaillistes fondent leur unité et leur identité sur leur diversité même.

IV. Le travaillisme britannique indifférent au marxisme ?

Tandis que Karl Marx et Friedrich Engels se fondent sur l'observation de la société et de l'économie britanniques au XIX^e siècle pour dénoncer les effets du capitalisme, leurs idées n'auront qu'une influence limitée sur le mouvement ouvrier dans ce pays. Marx affirme que la crise du capitalisme résulte de la nature même du système et que sa fin est inéluctable. Les améliorations des conditions de travail ne peuvent constituer une fin en soi et le rôle des syndicats se limite à accélérer la destruction du système, conception dont le mouvement syndical britannique s'accommode mal. Pour Marx, l'employeur est le représentant d'une classe qui doit disparaître alors que pour beaucoup de penseurs britanniques radicaux, celui-ci participe, au même titre que les ouvriers, à la création de richesses ; seul le spéculateur nuit à un développement économique équitable. La fédération sociale démocrate (SDF) créée en 1881 est, contrairement à ce que l'on pourrait induire de son nom, l'un des rares mouvements politiques britanniques qui adhèrent au marxisme. Henry Mayers Hyndman, leader de cette formation, a cependant une interprétation toute personnelle de la théorie marxiste. Pour Hyndman, la Grande-Bretagne de la fin du XIX^e siècle se trouve dans une situation prérévolutionnaire. Une minorité éclairée, ayant une conscience plus aiguë de la lutte des classes que la majorité des travailleurs, sera amenée à diriger le mouvement révolutionnaire. En 1886, la SDF organise des manifestations contre les bas salaires et le chômage dont certaines dégénèrent en émeute. Le rejet du syndicalisme par Hyndman, qui considère le mouvement syndical comme une force réactionnaire, va en fait l'empêcher de jouer un rôle important au sein du mouvement travailliste : bien qu'ayant participé au lancement du Comité de représentation des travailleurs en 1900, la SDF va se retirer dès l'année suivante en raison du refus du nouveau parti politique de fonder sa stratégie sur la lutte des classes. Comme le souligne l'historien Geoffrey Foote, le marxisme a eu un écho sur

les débats politiques internes du mouvement travailliste, constituant « un perpétuel point de référence, à la fois fascinant et rebutant les théoriciens travaillistes » (FOOTE, 1985). Néanmoins, son influence sur les programmes et pratiques politiques du parti a été limitée.

V. Le travaillisme, enfant naturel du libéralisme et du syndicalisme ?

Le Parti travailliste voit le jour dans un contexte politique et idéologique fortement marqué par le libéralisme et le syndicalisme, deux phénomènes qui vont jouer un rôle déterminant dans l'adoption par le nouveau parti d'une démarche globalement réformatrice et pragmatique. La notion de « travaillisme » (*labourism*) au sens originel du terme est essentielle pour apprécier la nature d'un parti né, selon la métaphore d'Ernest Bevin, syndicaliste et responsable travailliste, « des entrailles du mouvement syndical » pour représenter politiquement les ouvriers. Ce « travaillisme » s'inscrit dans une tradition intellectuelle qui, sans être reprise de manière dogmatique, fournit des éléments de réflexion. Thomas Hodgskin¹ est l'un des précurseurs de la réflexion théorique sur la condition de la classe ouvrière et le rôle des syndicats. Reprenant la théorie de la valeur de Ricardo, il avance que le travail crée la valeur mais que les ouvriers n'en perçoivent qu'une partie insuffisante car les capitalistes s'accaparent le surplus. Pour remédier à ce déséquilibre, les salariés doivent s'organiser en syndicats et lutter pour des salaires « justes ». Hodgskin distingue les capitalistes des employeurs, ces derniers méritant une juste rétribution pour leur travail comme les salariés. Le problème provient des capitalistes, rentiers, usuriers ou spéculateurs, qui perçoivent des bénéfices non fondés sur le travail. Ce qui est intéressant chez Hodgskin, et que l'on retrouve chez beaucoup de penseurs travaillistes par la suite, est son absence d'hostilité fondamentale au système économique existant : l'existence du capital est justifiée, le vrai problème est le comportement des hommes. Cette distinction entre la structure du système et l'usage abusif qui en est fait a une influence durable sur la pensée travailliste.

1. Journaliste au *Morning Chronicle*, rejoint *The Economist* en 1846.